



DÉLIBÉRATIONS

2026/04062026/26

Le 4 juin 2026 à 15h20, les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Zohra AMIMI

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER, Madame Zohra AMIMI, Madame Brigitte BROUT, Madame Marine CARON, Monsieur Samantigui DOUMBIA, Monsieur François HAINIGUE, Monsieur Dorian JUSTIN, Monsieur Jamal KHERBECHE, Madame Dominique LABARRE, Madame Clémentine LE DUEY, Madame Elisabeth MENESTRIER, Madame Adeline PIERRE, Madame Gaëlle SILVESTRE,

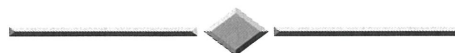
Étaient représentés :

Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI
Madame Élise BOQUIÉ ayant donné pouvoir à Monsieur François HAINIGUE
Madame Martine LELAIT ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
Madame Juliana VIENNE ayant donné pouvoir à Madame Clémentine LE DUEY

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 29 mai 2026



DÉLIBÉRATIONS

26 CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LES ACHATS DU SERVICE COMMUN NUMERIQUE AU SERVICE DE L'ACTION PUBLIQUE - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

La Métropole Rouen Normandie, la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen ont constitué un service commun « Numérique au service de l'action Publique » au 1er janvier 2026 afin de mutualiser les ressources et compétences autour du Numérique et des systèmes d'information.

La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de commande publique mises en œuvre par ce service commun pour les besoins d'au moins deux de ses membres. Elle s'inscrit dans l'engagement Numérique Responsable de la Ville et de la Métropole, qui s'est traduit par l'obtention du label Numérique Responsable niveau 2 de l'Institut du Numérique Responsable le 13 juin 2025. L'achat responsable est, en effet, une dimension importante du plan de progrès afférant.

La convention prévoit que pour tout achat en lien avec le numérique et les systèmes d'information intéressant au moins deux membres du service commun, le groupement de commande pourra être utilisé. Dans ce cas, le service commun sera désigné comme coordinateur et assumera les coûts liés à la consultation. En revanche, chaque membre du groupement de commande finance l'achat à hauteur de ses besoins. En cas de besoin mutualisé, la clé de répartition devra être établie en amont.

La valeur par défaut prévue dans la convention constitutive du service commun pour la répartition de la masse salariale pourra être appliquée pour un achat commun, en l'absence d'autre stipulation.

Le Conseil d'Administration est invité à approuver le projet de convention constitutive du groupement de commande entre la Métropole, la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen, jointe en annexe.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2121-29,

VU le Code de la Commande publique et notamment ses articles L. 2113-6 à L. 2113-8,

VU la Convention de service commun « Numérique au service de l'action publique » entre la Ville de Rouen, le C.C.A.S. de Rouen et la Métropole Rouen Normandie.

CONSIDÉRANT la nécessité de préciser les modalités de commande publique mise en œuvre par le service commun « Numérique au service de l'action publique »,

CONSIDÉRANT l'intérêt de mutualiser les achats et conformément à l'engagement vers un achat responsable.

DÉLIBÉRATIONS

APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ :

- Approuve le projet de convention constitutive du groupement de commande entre la Métropole, la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen, jointe en annexe,
- Autorise le Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer cette convention.

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 17
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.